

L I V R E I I

REGLEMENT

I - PORTEE DU REGLEMENT PER

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. CHAMP D'APPLICATION

1.2. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

1.3. EFFETS DU PER

2 - MESURES DE PREVENTION APPLICABLES

II - REGLEMENT

1 - LE ZONAGE DE LA SOULANE D'AAS

1.1. ZONE ROUGE 1A

1.2. ZONE BLEUE 1A

1.3. ZONE BLEUE 1B

1.4. ZONE BLANCHE

2 - LA SOULANE DU COL D'AUBISQUE

2.1. ZONE ROUGE 2A

3 - GOURETTE ET LE DOMAINE SKIABLE

3.1. STATION DE GOURETTE

3.1.1. ZONE BLANCHE 3A

3.1.2. ZONE BLEUE 3A

3.1.3. ZONE ROUGE 3A

3.2. LE DOMAINE SKIABLE

3.2.1. ZONE BLEUE 3B

3.2.2. ZONE ROUGE 3B

R E G L E M E N T

I - PORTEE DU REGLEMENT PER

1 - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. CHAMP D'APPLICATION

Le PER concerne les phénomènes naturels dont les effets prévisibles relèvent d'une catastrophe naturelle définie à l'article 1 de la Loi 82-600 du 13 JUILLET 1982, essentiellement loi d'assurances relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.

Conformément aux dispositions de la Loi, le PER réglemente non seulement les biens et activités assurés, seuls susceptibles de pouvoir bénéficier des indemnités prévues par la Loi, mais aussi toutes autres occupations et utilisations des sols, qu'elles soient directement exposées ou de nature à modifier ou aggraver les effets des risques.

Le présent PER concerne exclusivement les risques liés aux phénomènes avalancheux, les autres risques naturels (inondations, mouvements de terrains, séismes) sont pris en compte dans une deuxième PER (conduit par la D.D.E. des Pyrénées-Atlantiques).

1.2. DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Selon les prescriptions de l'article 5 du Décret 84-328 du 3 MAI 1984 l'espace communal est divisé en 3 zones en raison des catégories du risque et de la vulnérabilité des biens et activités existants ou futurs.

zone rouge : réputée très exposée, la probabilité d'occurrence du risque et son intensité y sont fortes. Il n'existe pas de mesures habituelles de protection efficaces pour y permettre l'implantation de constructions.

zone blanche : dépourvue de risques prévisibles ou pour laquelle le risque est jugé acceptable, sa probabilité d'occurrence et les dommages éventuels étant négligeables.

zone bleue : exposée à des risques intermédiaires, complémentaires des deux zones précédentes.

Le zonage est représenté sur des plans établis à partir de fonds cadastraux au 1.5000ème, chaque zone du plan est repérée par un code alphanumérique permettant de se référer au règlement correspondant.

1.3. EFFETS DU PER

Le PER vaut servitude d'utilité publique et est annexé au P.O.S.

Pour les particuliers, le respect des dispositions du PER conditionne la possibilité pour l'assuré de bénéficier de la réparation des dommages matériels directement occasionnés par les phénomènes naturels catastrophiques.

L'assuré dispose d'un délai de 5 ans pour conformer ses liens et activités aux mesures prévues par le PER.

Les collectivités ont également à en tenir compte lors de la définition de leurs programmes d'aménagement et d'équipement.

Ainsi le règlement détermine :

- dans chacune des zones rouge et bleue les occupations et utilisations du sol qui sont interdites.
- pour la zone bleue, les mesures de nature à prévenir les risques, à en réduire les conséquences ou à les rendre supportables tant à l'égard des biens et activités implantés antérieurement à la publication du Plan que pour toutes les occupations et utilisations ultérieures.

.../...

2 - MESURES DE PREVENTION APPLICABLES

Le PER détermine donc les mesures destinées à la protection des biens et activités ainsi qu'à la prévention des risques.

Conformément à l'article 6 du décret du 3 MAI 1984, ces mesures concernent la seule zone bleue, la zone rouge étant par définition réputée trop exposée pour que de telles mesures puissent y être économiquement opportunes.

Les mesures mises en oeuvre peuvent être du domaine de l'urbanisme (orientation, emprise au sol, densité des constructions), du domaine des règles constructives (directives techniques unifiées, techniques particulières, installations internes) du domaine des règles de protection (travaux de protection rapprochés ou éloignés) ou du domaine de la gestion des ouvrages ou espaces existants.

Il convient de signaler que les travaux de protection prévus par le PER peuvent être de nature individuelle ou d'ensemble.

Conformément à l'article 79 de la Loi 85-30 du 9 JANVIER 1985 -dite loi montagne- l'exécution et l'entretien des travaux de protection peuvent faire l'objet d'une association syndicale entre propriétaires intéressés.

II - REGLEMENT

1 - LE ZONAGE DE LA SOULANE D'AAS

Il concerne les quartiers LASTRERES, TREBES, LONGAS, CAP de COUT et PEYRENERE, et BOURG D'AAS. Une partie de la soulane supérieure (MONTAGNE VERTE) appartient à la commune de BEOST.

1.1. ZONE ROUGE 1a

Il s'agit de la totalité du quartier LASTRERES, du quartier CAP DE COUT et PEYRENERE : parcelles amont, soit n° 320. 319. 318. 296. 295. et le quartier TREBES et la parcelle n° 72 du quartier LONGAS.

Les risques d'avalanches et coulées sont réels et la nature des terrains interdit toute utilisation.

Cependant le classement en zone rouge ne concerne évidemment pas les travaux nécessaires à la protection des sites inférieurs (projets de banquettes de reboisement et mise en place de claies à neige).

1.2. ZONE BLEUE 1a

1.2.1. Elle concerne le quartier du BOURG D'AAS : parcelles n° 1. 4. 6. 12. 13. 15. 16. 17. 26. 27. 28. 29. 30. 51. 54. 55. 48. 47. 56. 57. 58. 59. 60. 61. 61 bis. 62. 63.

Cette zone constitue le pied du versant, et correspond à l'extension maximale des coulées et avalanches définie sur la carte des risques (zone violette).

1.2.2. Mesures de protection individuelles.

Recommandations : elles concernent le bâti existant. Etant donné le coût des travaux de renforcement, leur réalisation est laissée à l'appréciation de chaque propriétaire.

Il s'agit de l'installation d'un vitrage résistant à 20 KPa/m² ou de la réduction des ouvertures à 400 cm² sur les façades amont.

Prescriptions : Elles concernent les futures constructions à usage d'habitation.

Les façades amont doivent résister à des pressions de 20 KPa/m², les ouvertures doivent être réduites à 400 cm² ou intégrer des vitrages de même résistance ; enfin des débords de toit et les balcons sont interdits, sur ces mêmes faces.

1.2.3. Mesures de protection collectives

Recommandations : Il est opportun de restaurer le bosquet de protection, ainsi que d'envisager ses extensions latérales. Simultanément, il faut mettre en place des banquettes de reboisement et des claies à neige dans les zones supérieures de déclenchement.

1.3. ZONE BLEUE 1b

Elle concerne le quartier CAP DE COUT et PEYREKERE, parcelles n° 333. 334. 335. 331. 337. 336. 322. 321. 323. 317. 324. 325. 330. 329. 327. 326. 311. 310. 304. 312. 313. 301. 290. 300. 315. 316. 297. 298. 299. 293. 294. 292. 291. quartier LONGAS n° 76. 73. 85. 75. 77. 74. 78. 79. 71. 70.

Ces parcelles sont situées dans la zone d'extension maximale des coulées ; les aménagements concernent ici uniquement des reconversions de granges en résidences secondaires.

Dans ce secteur, seules des mesures de protection individuelles sont envisageables : les mesures de protections sus décrites s'appliquent à titre de prescription pour les futurs aménagements elles ne sont que recommandées pour les résidences secondaires déjà aménagées.

1.4. ZONE BLANCHE

Les terrains situés à l'aval des zones bleues sus définies sont classés en zone blanche.

.../...

2 - LA SOULANE DU COL D'AUBISQUE

Elle concerne les quartiers LES CRETES BLANCHES, LEY, LACASSIAU, LOUS CANDAUS, de la section AH et le quartier GOURETTE de la section AI de la Commune d'EAUX-BONNES.

La partie amont du versant est située sur la commune de BEOST et intéresse pour partie les quartiers CRETES BLANCHES et LAGEUGUE.

Le P.O.S situe ces terrains en zone ND, à l'exclusion du replat des BLANQUES, classé INA, objet d'un projet d'urbanisation.

2.1. ZONE ROUGE 2a

Dans l'analyse des risques nous démontrons que l'ensemble du versant est soumis aux risques d'avalanches et coulées. C'est pourquoi nous le classons en grande partie en zone rouge.

L'enclave INA du replat des BLANQUES sur lequel un projet de constructions de chalets est en cours de réalisation fait l'objet d'un zonage plus détaillé.

Le permis de construire en date du 07 Aout 1986 ayant été accordé sous réserve du respect des prescriptions du CEMAGREF, Division Nivologie, deux zones bleues ont été déterminées. L'une (Zone Bleue 2 B I) impose la création d'une digue de déviation de l'avalanche potentielle (N° 4 C.L.P.A), l'autre (Zone bleue 2 B II) n'autorise les constructions que dans la mesure où elles sont renforcées pour résister à des pressions de 20 kPa dans le sens de la plus grande pente et sur une hauteur de 2 mètres à partir du niveau initial du sol.

Ces prescriptions s'accompagnent de recommandations de traitement du versant surplombant le replat des BLANQUES par protection active (râteliers et reboisement associés), ce type de protection ayant été étudié dans le cadre de la protection contre les avalanches du CD.612 en période hivernale entre GOURETTE et l'AUBISQUE. Ce projet de protection de la route avait d'ailleurs conditionné l'avis sous réserves du CEMAGREF.

*L'OUVERTURE HIVERNALE DU C.D 612

Elle dépend des projets d'aménagement du secteur (ski de fond principalement) situé sur la commune de BEOST.

Le rapport de la D.D.A.F en date du 20 Aout 1985 préconisait d'une part la construction de galeries au passage des différents couloirs et d'autre part, l'ouverture de banquettes de reboisement et l'installations de râteliers. Un avant-projet du service R.T.M de septembre 1988 abandonne l'idée des galeries et base la protection de la route sur les râteliers associés au reboisement (couloirs 3,4 5 et 6) et sur le déclenchement préventif (couloirs 8 et 9).

.../...

* LE PLATEAU DU LEY

La partie occidentale du plateau est aménagée en camping-caravaning. Le reste de sa surface demeure en pâturage. L'analyse des risques a montré la nette évolution des risques avalancheux : les avalanches sont maintenant inexistantes du fait de l'efficacité de la protection du boisement R.T.M. de 1864.

En conséquence, nous classons ce secteur en zone blanche.

CONCLUSION GENERALE :

De cet exposé ressort la nécessité d'un traitement global des versants soumis aux risques d'avalanches et coulées.

En effet, nous montrons que la protection efficace de l'enclave INA des BLANQUES est liée à l'aménagement des terrains supérieurs collectifs qu' emprunte le C.D. 618.

Sa protection éventuelle pour son ouverture hivernale peut être assurée simultanément par une action de reboisement, associée à des ouvrages de génie civil (râteliers)

L'opération R.T.M. de 1864 démontre parfaitement l'efficacité de telles mesures. L'exploitation forestière qui pourrait en découler ne doit pas être négligée dans le contexte économique de la vallée.

3 - GOURETTE ET LE DOMAINE SKIABLE

Le règlement concerne le site urbanisé de GOURETTE, d'une part, et le domaine skiable, d'autre part.

3.1. LA STATION DE GOURETTE

3.1.1.ZONE BLANCHE 3a

Nous classons la station en zone blanche aucun risque n'étant décelable. Cela regroupe les zones NBa, UB du P.O.S.

3.1.2. ZONE BLEUE 3a

Elle concerne la parcelle 51 du quartier de GOURETTE, qui intègre le chalet SENS-CASENAVE et la cabane LABOURDETTE.. Elle constitue une zone intermédiaire au contact de la zone définie par l'avalanche n° 10 C.L.P.A.

* Recommandations : Mesures de protections individuelles

Elles concernent le renforcement du bâti existant selon les normes sus-définies (§ 1.2.2.)

* Prescriptions : ces normes doivent être appliquées pour de futures constructions.

3.1.3. ZONE ROUGE 3a

Elle correspond à l'avalanche n° 10 C.L.P.A.

3.2. LE DOMAINE SKIABLE

L'étude des risques a montré leur ampleur. Le P.O.S. classe cette zone en NDa soit une zone à protéger en raison :

- de l'existence de risques ou de nuisances
- de la qualité des sites

mais sur laquelle est pratiquée le ski alpin. Les seules infrastructures immobilières autorisées sont les refuges de montagne. On autorise de plus la seule extension des constructions existantes mais sans changement de leur destination. Les équipements relatifs au ski alpin sont bien sûr autorisés.

3.2.1. ZONE BLEUE 3b

Les avalanches de grande extension à fréquence au plus décadaire sont classées en zone bleue.

Recommandations :

Conformément au champ d'application des PER, le domaine skiable ne peut pas faire l'objet de prescriptions puisqu'il est propriété départementale. Seules les constructions privées actuelles peuvent être contraintes par des prescriptions quant à leur seule extension (cf règlement du P.O.S.)

* PLATEAU DU BEZOU

Le tracé du télésiège de BEZOU devrait être modifié :
Un recul vers le fond aval du plateau, ou un raccourcissement de la ligne peuvent être envisagés afin qu'elle ne se termine plus dans la canaule où se situe l'actuelle arrivée.

L'altitude supérieure ne devrait pas dépasser la cote 1600 m pour éloigner l'installation du front des avalanches.

Prescriptions

Le restaurant d'altitude ne pourra en aucun cas être étendu vers le plateau. Sa situation actuelle sur la butte lui confère une bonne sécurité.

* GARE INTERMEDIAIRE DU TELECABINE ET GARE DE DEPART DU TELESIEGE DE PLAA SEGOUNE

Ces installations sont menacées par des avalanches rares mais de grande ampleur. Nous recommandons de ne pas constituer de nouvelles installations dans cette zone et le renforcement des façades exposées.

* GARE DE DEPART DU TELESIEGE DES FONTAINES

Son déplacement est économiquement très lourd.

Cependant son recul d'une cinquantaine de mètres l'exclurait de l'axe d'écoulement des avalanches du Z et de la combe supérieure. Cet aménagement peut donc être étudié.

3.2.2. ZONE ROUGE 3b

Elle regroupe les zones réputées avalancheuses qui se déduisent de la carte des risques.

* TELESKI DE PENE MEDAA

La recommandation faite en 1971 par le Directeur Départemental de l'Équipement est renouvelée. Il s'agit de remonter d'une cinquantaine de mètres la gare de départ actuellement située dans le ravin du BEZOU

.../...

* PISTE DE DEGAGEMENT DE LA GARE D'ARRIVEE DES FONTAINES DE COTCH

Nous recommandons sa fermeture dès qu'un risque apparaît.
L'ouverture récente de cette piste doit inciter à la prudence du fait de la mauvaise connaissance du secteur par le service de sécurité des pistes.

Recommandations Générales :

L'utilisation du domaine skiable est contrainte, nous l'avons vu, par des risques d'avalanches réels. La sécurité des équipements et des personnes repose pour l'essentiel sur la compétence et la vigilance des équipes de pisteurs secouristes.

Des équipements mal situés et difficilement déplaçables doivent ainsi être protégés activement par les déclenchements préventifs d'avalanches, afin d'éviter les situations exceptionnelles.

Il faut bien mesurer ici, la responsabilité du service de sécurité des pistes. Dans ce cadre, les équipements en CATEx et avalancheux prévus doivent être réalisés au plus vite et généralisés à tous les secteurs à risques. Ainsi, peut-on envisager une bonne gestion des problèmes. Les décisions de fermeture des pistes aux usagers doivent normalement être prises à la seule considération des risques. si une situation non maîtrisable survenait. Un excès de prudence en la matière ne saurait nuire, en définitive.

A terme, cependant, le déplacement de la gare de départ des FONTAINES DE COTCH peut être envisagé ainsi que le départ du téléski de PENE MEDAA.

Dans une optique différente mais complémentaire, nous proposons donc la mise en place d'informations audio-visuelles sur les risques d'avalanches. Il convient de sensibiliser les skieurs aux problèmes suivants :

- l'évolution et la dynamique de la neige (plaque à vent...)
- le respect des mesures de sécurité édictées par les pisteurs-secouristes.

.../...

Il s'agit de responsabiliser les gens aux problèmes des risques avalancheux. On peut réaliser une information non alarmiste où apparaîtrait la qualité du travail de surveillance des pistes. Ceci peut contribuer à promouvoir la station.

TABEAU DES PRESCRIPTIONS ET RECOMMANDATIONS

ZONE BLEUE	PRESCRIPTIONS	RECOMMANDATIONS
1 A	<p><u>Futures constructions, façades amont:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -résistance des murs à 20 kPa jusqu'à une hauteur de 4m au dessus du niveau initial du sol, à 10 kPa au dessus -ouvertures réduites à 400 cm 2 ou vitrages résistant à 20 kPa -Pas de débord de toit, ni balcon 	<p><u>*Bâti actuel, façades amont:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -ouvertures réduites à 400 cm 2 ou vitrages résistant à 20 kPa <p><u>*Protection collective:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> -banquettes de reboisement et installation de claies à neige en zone supérieure de déclenchement -restauration du bosquet
1 B	<p><u>Futures constructions, façades amont:</u></p> <p>idem 1 A</p>	<p><u>*Bâti actuel:</u></p> <p>idem 1 A en protections individuelles</p>
2 B (2 B I) (2 B II)	<p>Construction autorisées, sous réserve de la création d'une digue de déviation de l'avalanche potentielle (N°4 CLPA)</p> <p>Constructions autorisées sous réserve qu'elles soient renforcées pour résister à des pressions de 20 kPa jusqu'à une hauteur de 2m au dessus du niveau initial du sol.</p>	<p>Traitement du versant dominant le site constructible par protection active (râteliers associés au reboisement).</p>
3 A	<p><u>Futures constructions, façades amont:</u></p> <p>idem 1 A</p>	<p><u>*Bâti actuel:</u></p> <p>idem 1 A en protections individuelles</p>

(2 B I) (2 B II)	<p>Construction autorisées, sous réserve de la création d'une digue de déviation de l'avalanche potentielle (N°4 CLPA)</p> <p>Constructions autorisées sous réserve qu'elles soient renforcées pour résister à des pressions de 20 kPa jusqu'à une hauteur de 2m au dessus du niveau initial du sol.</p>	<p>Traitement du versant dominant le site constructible par protection active (râteliers associés au reboisement).</p>
3 A	<p><u>Futures constructions, façades amont:</u> idem 1 A</p>	<p><u>*Bâti actuel:</u> idem 1 A en protections individuelles</p>
3 B	<p><u>PLATEAU DE BEZIOU:</u> Interdiction d'extension du restaurant d'altitude en deça de de sa cote actuelle</p>	<p><u>*TELESKI DE BEZIOU ET PENE MEDAA</u> modification du tracé</p> <p><u>*TELESIEGE DES FONTAINES</u> déplacement gare de départ</p> <p><u>*SECTEUR GARE INTERMEDIAIRE DU TELECABINE:</u> renforcement des façades exposées information audio-visuelle auprès du public</p>

BRACHYPODE : Plante herbacée, colonisant les pâturages en voie d'abandon. Le tapis végétal dominé par les brachypodes est très glissant.

CALLUNÉ : Bruyère commune

CHABLIS : Forme liée à l'arrachement d'un arbre. Le pivotement des racines projette une quantité de sol relativement importante hors du périmètre d'enracinement.
La cicatrice plus ou moins profonde peut permettre des reprises érosives néfastes à l'équilibre du versant.

R.T.M. : Restauration des terrains en montagne

SOULANE : Versant exposé Sud

Eaux Bonnes

**PLAN D'EXPOSITION
AUX RISQUES
NATURELS PREVISIBLES
MOUVEMENTS DE TERRAIN**

3 - REGLEMENT

PUBLIE LE : 10 octobre 1990

DOCUMENT { APPROUVE LE :

REGLEMENT P.E.R.

EAUX-BONNES

MOUVEMENTS DE TERRAIN

TITRE I : PORTEE DU REGLEMENT P.E.R.

Chapitre 1. Objet et champ d'application

Le présent règlement s'applique à la partie du territoire communal des Eaux-Bonnes incluse dans le périmètre d'étude et d'application du P.E.R. tel qu'il est défini par l'arrêté préfectoral du 18 Août 1986. Il détermine les mesures de prévention à mettre en oeuvre contre les risques naturels prévisibles, conformément aux dispositions de l'art. 5 de la loi du 13.07.1982 relative à l'indemnisation des victimes des catastrophes naturelles.

Les risques naturels prévisibles pris en compte au titre du présent P.E.R. sont :

- les mouvements de terrain.

Chapitre 2. Division du territoire en zones de risques

Conformément à l'art. 5 du décret n° 84-328 du 3.05.84, et à la circulaire d'application du 20.11.84, le territoire de la commune des Eaux-Bonnes couvert par le P.E.R. est réparti en 3 zones :

Une zone blanche : dépourvue de risques prévisibles ou pour laquelle le degré de risque éventuel est considéré comme négligeable.

Une zone rouge : à risque élevé tant en raison de l'intensité prévisible du risque qu'en raison de la forte probabilité d'occurrence. Il n'existe par ailleurs pas de système de protection efficace acceptable.

Une zone bleue : à risques intermédiaires d'activité prévisible plus modérée qu'en zone rouge et de probabilité d'occurrence plus faible. Le risque y est considéré comme acceptable sous réserve de l'application de mesures de protection spécifiques, individuelles ou collectives, décrites dans le règlement.

La délimitation entre zones à risques (rouges et bleues) et zones hors risques (blanches) résulte de la prise en compte de critères purement techniques et historiques.

La délimitation, à l'intérieur d'une même zone de risques, entre zone rouge et zone bleue, résulte de la prise en compte conjointe :

- de critères techniques et historiques (intensité-occurrence du risque)
- de critères d'opportunité économique : bilan coût - avantage des protections à mettre en oeuvre, eu égard aux intérêts socio-économiques à protéger.

Chapitre 3. Effets du P.E.R.

Le P.E.R. approuvé vaut, dans ses indications et son règlement, servitude d'utilité publique et est opposable aux tiers. Il doit être annexé au Plan d'Occupation des Sols de la commune, conformément à l'article L.123-10 du Code de l'Urbanisme. En cas de dispositions contradictoires entre ces 2 documents ou de difficultés d'interprétation, les dispositions du P.E.R. prévalent sur celles du P.O.S. qui doit en tenir compte.

Effets sur l'assurance des biens et activités

La loi du 13.07.1982 crée l'obligation pour les entreprises d'assurance, d'étendre leur garantie aux biens et activités, aux effets des catastrophes naturelles.

L'état de catastrophe naturelle est constaté par un arrêté interministériel.

En zone rouge : les biens et activités existant antérieurement à la publication du P.E.R. continuent de bénéficier du régime de garantie prévu par la loi. Mais aucune construction ou aucun aménagement n'y seront autorisés. Seuls sont tolérés :

- les travaux d'entretien et de gestion normaux des constructions et installations implantées antérieurement à la publication du présent plan, à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets ;
- les travaux et installations destinées à réduire les conséquences des risques ;
- les travaux d'infrastructure publics à condition de ne pas aggraver les risques ou leurs effets.

En zone bleue : les entreprises d'assurances ont la possibilité de déroger à l'obligation de garantir les biens et activités existant antérieurement à la publication du P.E.R. lorsque le propriétaire ou l'exploitant ne se sera pas conformé, dans un délai de 5 ans, aux prescriptions réglementaires édictées par le P.E.R.

TITRE II : MESURES DE PREVENTION APPLICABLES AUX ZONES DE RISQUES

Chapitre 1. Zone à fort risque (zone rouge)

I.2.1. Définition - voir chapitre 2

Il n'existe pas, à la date de l'établissement du présent P.E.R. de mesures de protection efficaces et économiquement acceptables, pouvant permettre l'implantation de constructions ou ouvrages, autres que ceux désignés ci-après.

I.2.2. Occupation et utilisation du sol interdites :

Toute occupation et utilisation du sol, de quelque nature qu'elle soit, est interdite, à l'exception de celles visées à l'art.I.2.3. ci-après.

I.2.3. Occupation et utilisation du sol autorisées :

Les occupations et autorisations du sol suivantes sont, par dérogation à la règle commune, autorisées :

- tous travaux d'entretien et de gestion courante des constructions ou installations implantées antérieurement à la publication du présent P.E.R., sous réserve qu'ils ne relèvent pas de la réglementation du permis de construire,
- tous travaux et équipements destinés à réduire les effets du risque,
- tous travaux et ouvrages d'infrastructure publique sous réserve qu'ils n'aggravent pas le risque ou ses effets,

- tous ouvrages d'utilité publique sous réserve qu'ils n'offrent qu'une vulnérabilité restreinte et que leurs conditions d'implantation fassent l'objet d'une étude préalable par le Service compétent :
 - pylônes de transport d'énergie,
 - réservoirs d'eau,
 - transformateurs électriques, etc...
- les carrières et extractions de matériaux sous réserve qu'elles n'aggravent pas le risque ou ses effets, et qu'il n'existe pas d'installation permanente,
- les utilisations agricoles traditionnelles : prairies de fauche.

Chapitre 2. Zone à risque moyen (zone bleue)

1.2.1. Définition :

Des mesures de prévention efficaces et économiquement acceptables eu égard aux intérêts à protéger peuvent y être mises en oeuvre autorisant toutes implantations.

I.2.2. Occupation et utilisation du sol interdites :

aucune

Toutefois les implantations de camping-caravaning situées dans les zones à risques moyens, devront être examinées cas par cas pour les installations existantes ou à l'occasion des demandes d'autorisation d'ouverture.

I.2.3. Mesures de prévention applicables :

Les mesures de prévention spécifiques applicables à chacune des zones (zones blanches, bleues, rouges) sont énumérées et décrites dans le répertoire de zones ci-après (Titre III).
Les zones de risques sont désignées par leur numéro figurant sur la carte des aléas .

TITRE III MESURES APPLICABLES AUX DIVERSES ZONES

TABEAU DE CLASSEMENT DES DIFFERENTS SECTEURS
EN ZONES : BLANCHE - BLEUE - ROUGE

Secteurs de la carte des aîlés de mouvements de terrain	S N E	S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11
Zone blanche (risque nul)	•											
Zone bleue (risque moyen)		•	•	•	•			•		•		•
Zone rouge (fort risque)						•	•		•		•	

Chapitre 1. Mesures applicables à la zone blanche, elle concerne le secteur d'aléa NE

Biens et activités existants

Aucune interdiction n'est édictée par le présent règlement sans préjudice de l'application des dispositions du P.O.S. ou de tous autres textes législatifs ou réglementaires applicables.

Biens et activités futurs

Aucune interdiction n'est édictée par le présent règlement sans préjudice de l'application des dispositions du P.O.S. ou de tous autres textes législatifs ou applicables.

Chapitre 2. Mesures applicables à la zone bleue

Les mesures sont applicables aux zones de glissements de terrain peu profonds, aux zones de glissements de terrain en grandes masses, et aux zones de chute de pierres et de blocs.

2.1. Glissement de terrain peu profond

Il concerne les secteurs d'aléas S1-S2-S3.

2.2 Glissement de terrain en grande masse

Il concerne les secteurs S3-S4-S7. Malgré le fait qu'aucune mesure de prévention ne puisse éviter ce type de mouvement, ces secteurs ont été classés en zone bleue car le niveau d'aléa est faible.

2.3. Chute de pierres ou de blocs

Il concerne les secteurs S1-S7-S9-S11 de la carte des aléas.

2.4. Dispositions applicables

Les dispositions en matière de glissement de terrain sont applicables uniquement aux glissements de terrain superficiels concernant les secteurs S1-S2-S3-S4-S7. Pour les glissements de terrain en grande masse (secteurs S3-S4-S7) aucune mesure de prévention n'est applicable pour ces phénomènes, par contre pour ces secteurs restent applicables les mesures relatives aux glissements de terrain superficiels.

Dans les secteurs S1-S7-S9 et S11 sont applicables les mesures concernant les chutes de pierres et de blocs.

NATURE DU RISQUE	Disposition du Règlement Applicables Technique A mettre en oeuvre	Référence fiche Informatrice	Référence Catalogue	Commentaires à l'attention des services instructeurs	Commentaire sommaire sur les mesures
GLISSEMENTS DE TERRAIN	<p><u>I. RIERS ET ACTIVITES EXISTANTES</u></p> <p>I.1. Sont interdites :</p> <p>I.1.1. Tous travaux de remblaiement, d'excavation et d'affouillement d'une hauteur supérieure à 2,00 m.</p> <p>I.1.2. Le dépôt et le stockage des matériaux ou matériels de toute nature apportant une surcharge supérieure à 1 t/m².</p> <p>I.1.3. L'épandage d'eau à la surface du sol et/ou son infiltration dans les terrains.</p> <p>I.1.5. Le déboisement.</p>				<p>En particulier, les puits perdus.</p>

NATURE DU RISQUE	Disposition du Règlement Applicables Technique A mettre en oeuvre	Référence fiche Informatrice	Référence Catalogue	Commentaires à l'attention des services Instructeurs	Commentaire sommaire sur les mesures
	<p>2. BIENT ET ACTIVITES FUTURES</p> <p>2.1. Sont interdits</p> <p>2.1.1. Tous travaux de remblaiement, d'excavation et d'affouillement d'une hauteur supérieure à 2,00 m.</p> <p>2.1.2. Le dépôt et le stockage des matériaux ou matériels de toute nature apportant une surcharge supérieure à 4 t/m².</p> <p>2.1.3. L'apport d'eau à la surface du sol et/ou son infiltration dans les terrains.</p> <p>2.1.5. Le déboisement.</p> <p>2.1.6. Les aménagements ayant pour effet une élévation du niveau de l'eau dans les terrains.</p> <p>2.2. Techniques particulières :</p> <p>2.2.1. Lorsque les réseaux collectifs existent, tous les rejets doivent y être raccordés.</p> <p>2.2.3. Les biens et activités, quelle que soit leur nature, doivent être protégés par la mise en oeuvre d'une ou plusieurs techniques telles que :</p>				<p>En particulier les puits perdus</p> <p>Concerner les ouvrages qui font "barrage" aux écoulements souterrains</p>

Système de Béton	Disposition du Règlement Applicables Technique à mettre en oeuvre	Références Informatives	Références Catalogue	Commentaires à l'attention des services Instructeurs	Commentaire sommaire sur les mesures
	<ul style="list-style-type: none"> - structure rigide - fondations profondes - remodelage du terrain naturel - drainage de l'eau - traitement superficiel des surfaces de talus - protection du pied de la pente contre l'érosion <p>2.2.3. La démolition d'ouvrages assurant une fonction de soutènement ne peut être entreprise que si des ouvrages assurant la même fonction les remplacent. La stabilité doit être assurée à toutes les phases de l'intervention.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de structure (n°24) - Fondations profondes (n°25) - Remodelage (n°16) - Tranchées drainantes (n°19) 	<p>3.3.1.</p> <p>3.3.2.</p> <p>3.2.1.1.</p> <p>3.2.2.4. 3.2.2.5. 3.2.2.6.</p> <p>3.2.2.1</p>		<p>Le renforcement est généralement obtenu au niveau de l'infrastructure. Il peut être amélioré par la conception de la superstructure.</p> <p>L'inertie de la fondation doit être maximale dans la direction du mouvement (dimension minimale dans cette direction)</p> <p>Ces mesures constituent les fondements de la lutte contre les glissements de terrains car l'eau constitutive, et de loin, le facteur prédominant d'instabilité.</p> <p>Traitement à la chaux ou au ciment réduisant l'érosion et l'infiltration enroulé et émergence de nappe. Quand le pied du glissement est chargé par l'érosion provoquée par un écoulement.</p>

MATIÈRE DE RÈGLES	Dispositions du Règlement Applicables Technique à mettre en oeuvre	Référence fiche Informatrice	Référence Catalogue	Commentaires à l'attribution des services Instructionnels	Commentaire sommaire sur les mesures
CHUTES DE PIERRES ET DE BLOCS	<p>5. <u>BIENS ET ACTIVITÉS EXISTANTS</u></p> <p>5.1. Sont interdites :</p> <p>Sans objet</p> <p>5.2. <u>Techniques particulières :</u></p> <p>Les rejets et activités, quelle que soit leur nature, doivent être protégés par la mise en oeuvre d'une ou plusieurs techniques.</p> <p>5.2.2. Freinage et/ou arrêt des pierres et blocs</p>	Renforcement des façades exposées (n°13)	1.3.1.	Préciser si possible la taille des blocs susceptibles de provoquer un impact	Essentiellement pente en matériaux meubles

NATURE DU RISQUE	Disposition du Règlement Applicable Technique à mettre en oeuvre	Référence fiche Informatrice	Référence Catalogue	Commentaires à l'attention des services Instructeurs	Commentaire sommaire sur les mesures
	<p>6. <u>BIENS ET ACTIVITES FUTURES</u></p> <p>6.1. <u>Sont interdites :</u></p> <p>6.1.1. Les ouvertures dans les façades exposées sur une hauteur de 2,5 m.</p> <p>6.2. <u>Techniques particulières :</u></p> <p>Les biens et activités, quelle que soit leur nature, doivent être protégés par la mise en oeuvre d'une ou plusieurs techniques telles que :</p> <p>6.2.1. Le traitement des façades exposées y compris, si nécessaire, la protection des ouvertures</p> <p>Création d'écrans</p>	<p>Renforcement de structure (n°13)</p>	<p>I.3.I</p>	<p>Préciser, si possible, la taille des blocs susceptibles de provoquer un impact.</p>	

Chapitre 3. Mesures applicables à la zone rouge

Concerne les secteurs S5-S6-S8-S10 de la carte des aléas.

Biens et activités existants

Sont interdits :

-
- tous travaux de remblaiement, d'excavation et d'affouillement,
- le dépôt et le stockage des matériaux ou matériels de toutes nature
- l'épandage d'eau à la surface du sol ou son infiltration,
- le déboisement
- l'assainissement autonome à réaliser,
- le changement de destination des bâtiments existants.

Sont autorisés :

-
- les travaux d'entretien et de gestion normaux de constructions et installations implantées antérieurement à la publication du présent plan, à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets,
- les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques,
- les travaux d'infrastructures publics à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets.

Biens et activités futurs

Sont interdits

-
- toutes nouvelles constructions et installations

Sont autorisées

-
- les travaux et installations destinés à réduire les conséquences des risques,
- les travaux d'infrastructures en publics à condition de ne pas aggraver les risques et leurs effets.